

Le MR est titillé par l'avenir des francophones

■ Le parti devra se positionner officiellement sur la survie de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Actuellement en cours, la modernisation des textes officiels fondant la doctrine politique défendue par le MR est moins anodine qu'il n'y paraît. Il nous revient qu'une question fondamentale taraude les penseurs réformateurs à la manœuvre (le député et docteur en philosophie Richard Miller coordonne le tout): quelle position le MR doit-il adopter officiellement quant à l'avenir de la Communauté française rebaptisée en 2011 Fédération Wallonie-Bruxelles?

La récente sortie "régionaliste" des parlementaires wallons MR Pierre-Yves Jeholet et de Jean-Luc Crucke, remettant en question l'utilité de ce niveau de pouvoir coexistant aux côtés des Régions, a provoqué un discret débat interne qu'il faudra trancher. A ce stade, il semblerait que le MR n'exclut plus de prononcer la mise à mort de la Fédéra-

tion. Dans la future doctrine libérale, seuls subsisteraient alors un Etat fédéral et quatre Régions (Wallonie, Bruxelles, la Région germanophone et la Région flamande). Eventuellement, un embryon de lien institutionnel entre les francophones de Bruxelles et de Wallonie pourrait subsister mais l'enseignement régionalisé.

Mais bon, on n'en est pas encore là: la réflexion au MR passe également par une large consultation de la base du parti et les nouveaux textes ne seront présentés que dans un an environ.

Que s'est-il donc passé au MR pour que la Communauté française, longtemps défendue par les libéraux face au régionalisme plutôt estampillé PS, soit désormais vouée au pilon? Pour rappel, la figure tutélaire des réformateurs, Jean Gol, appe-

lait de ses vœux à l'émergence d'une nation francophone...

Sans le FDF

En fait, ce qui décomplexé les régionalistes du parti, c'est que le dernier manifeste, datant de 2002, avait été rédigé à l'époque du cartel avec le FDF. Il était le

fruit d'un consensus avec Olivier Maingain et ses troupes. L'attachement au lien entre francophones bruxellois et wallons était d'autant plus marqué. Le cartel a volé en éclat en 2011. Les libéraux ont les coudées nettement plus franches pour plancher sur l'avenir institutionnel.

Anticiper un choc communautaire

Dans le toilettage des textes MR, la question de la survie ou non de la Fédération Wallonie-Bruxelles est également stratégique en raison de la nouvelle donne politique en Belgique: la N-VA au pouvoir au fédéral risque de revenir avec des revendications communautaires fortes en fin de législature et le MR sait qu'il devra être prêt à défendre une ligne claire dans le débat institutionnel qui s'annonce.

Pour l'heure, la position officielle du président libéral, Olivier Chastel, reste cependant prudente: *"Dans chaque parti politique, il y a des régionalistes et des communautaristes. Il est normal qu'ils fassent entendre leur voix. Au MR, nos mandataires ont la liberté d'exprimer leur opinion. Le MR est favorable à une simplification des structures de l'Etat, à une rationalisation des compétences. La Belgique à quatre Régions? Pourquoi pas. Mais sans négliger la solidarité francophone et le caractère bilingue de Bruxelles."*

Frédéric Chardon

"La Belgique à quatre régions? Pourquoi pas. Mais sans négliger la solidarité francophone."

OLIVIER CHASTEL
Président du MR.